



Déclaration préalable de la CGT Education 91

CTSD de l'Essonne

5 novembre 2015

Ces dernières semaines nous avons atteint des sommets dans la politique libérale gouvernementale. A Air France, le gouvernement a soutenu un plan de licenciement dans une entreprise qui enregistrait dans le même temps des profits historiques. Sa seule réponse à la colère légitime des salariés a été d'envoyer la police perquisitionner chez eux à 6h du matin pour terroriser leurs familles. Mais, en plus, alors qu'il passe en force sur tous les dossiers : loi Macron, réforme des rythmes, réforme du collège et bientôt casse du Code du Travail... le gouvernement se permet de donner des leçons sur le dialogue social ! La CGT attend une politique qui réponde véritablement aux besoins des salariés, pas une politique au service du MEDEF basée sur l'injustice et la répression.

Dans l'éducation nationale, alors que nous avons dépassé la rentrée depuis 2 mois, comme souvent, de nombreux postes restent vacants. Mathématiques, Langues vivantes, enseignement professionnel industriel... certaines matières sont sinistrées. Les difficultés de recrutement ne sont pas surprenantes. Avec 5 années consécutives de gel du point d'indice, nous avons perdu 14 % de notre pouvoir d'achat depuis 2000 ! Une vraie revalorisation du métier est nécessaire, mais ce n'est pas ce qui était prévu dans les prétendues négociations salariales dans la fonction publique (Parcours professionnels, carrières et rémunérations). Ce protocole ne portait en aucun cas sur la valeur du point d'indice. Le renvoi des premières mesures concrètes à 2017 après 4 années supplémentaires d'austérité et la création d'un troisième grade - là où un simple décret pour revaloriser le point d'indice suffisait - **ne sont pas acceptables...** Cette refonte des grilles était prévue pour les adapter à l'allongement des carrières passées de 37,5 à 42 annuités. Ce n'est donc pas un progrès ! La négociation ne pouvait se faire sur de telles bases. Malgré une opposition majoritaire des organisations syndicales CGT, FO et Solidaires, représentées au Conseil commun de la Fonction publique, le gouvernement a décidé de passer en force en maintenant sa proposition PPCR au mépris des règles édictées. Encore une fois, le dialogue social de ce gouvernement est biaisé et il ne faut donc pas alors s'étonner du boycott par la CGT de la conférence prétendument sociale. Il n'est pas "plus commode de ne jamais s'engager à signer le moindre accord", il est plus courageux de s'opposer à des compromissions.

Dans notre département, les réformes se suivent et vont toutes dans le même sens. Les mesurette sont là pour maquiller les réalités.

Dans le premier degré, selon les documents en notre présence, nous arrivons enfin péniblement à revenir au taux d'encadrement **observé** à la fin du quinquennat Sarkozy. Revenir à une situation départementale antérieure à celle-ci semble être désormais utopique. Les quelques postes supplémentaires ne suffisent pas à masquer les besoins criants de notre département. Les pertes de décharges de direction des écoles de 8 et 9 classes en éducation prioritaire sont

symptomatiques de cette situation, il faut bien rogner sur les bordures pour rendre les mesurables présentables **au mépris des conditions de travail de chacun.**

Pendant ce temps, la charge de travail des personnels des services n'a, elle, cessé d'augmenter, sans pour autant avoir plus de reconnaissance. On compte sur l'abnégation des personnels. La rentrée que nous avons vécue dans le 1^{er} degré est bien révélatrice de cette situation, et ce n'est malheureusement pas le jeu de chaises musicales qui a eu lieu à la DSDEN qui règlera tous les problèmes de nos services. Pour faire face à la hausse démographique, il faut des embauches de personnels titulaires.

Dans le second degré, le niveau d'encadrement dans les collèges baisse. Le gouvernement a fait le choix d'un passage en force. Comment compte-t-on obtenir une réforme réussie avec des taux d'encadrement dégradés et des collègues désabusés et non écoutés ?

Ce projet de réforme du collège poursuit une vision de plus en plus inégalitaire de l'École. Alors que le collège unique a toujours manqué des moyens nécessaires à la démocratisation pour que toutes et tous réussissent, le gouvernement opte pour une réforme sans moyens au service de l'idéologie libérale en accentuant l'autonomie au service de la concurrence. Les heures de « marges professeurs » ne suffiront pas au travail à effectifs réduits. Globalisées, sans fléchage national, elles feront endosser aux personnels la gestion de la pénurie, engendrant une concurrence malsaine entre disciplines.

Dans les lycées, depuis la rentrée, les élèves errent d'établissements en établissements à la recherche d'une place pour redoubler leur Terminale. Le refus d'anticiper des places pour les redoublements au mois de juin, donne cette obligation d'ouvrir en catastrophe des classes en septembre, ce qui désorganise les services. Le manque de places pour les redoublements organise le décrochage et les sorties sans diplôme du système scolaire. Combien d'élèves sont toujours sans solution aujourd'hui ?

Les classes sont pleines, on ne peut mettre un élève de plus sans abattre des cloisons. D'ailleurs, la délégation du CHSCT-D qui a visité le lycée Doisneau a pu le voir. Dans de nombreux lycées, les collègues doivent partir à la chasse aux chaises pour pouvoir accueillir tous les élèves. Avec des classes de lycée général qui atteignent les 36 élèves, des classes de LP qui dépassent les 30... comment accorder à chaque élève l'attention nécessaire pour le faire réussir ?

Notre ambition pour l'école ce n'est pas de bricoler avec des moyens qui ne suffisent même pas à compenser la montée des effectifs.

A la CGT nous défendons une école émancipatrice pour toutes et tous. Quels sont les moyens prévus pour que la loi s'applique à Wissous et que tous les enfants bénéficient d'une scolarisation ?